

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

LIQUIDATION JUDICIAIRE ACTIF IMMO

Clauses et conditions auxquelles sera adjugée à l'audience des saisies immobilières du Tribunal Judiciaire de LILLE, au Palais de Justice de ladite ville, sur vente judiciaire, au plus offrant et dernier enchérisseur :

- Un terrain sis à LILLE LOMME, 201 B Rue du Grand But, avec les fonds et terrain en dépendant repris au cadastre section 355 A N° 5319 pour 615 m2.

La vente est poursuivie aux requête, poursuites et diligences de :

La SELAS M.J.S. PARTNERS, représentée par Maître Nicolas SOINNE, Mandataire de Justice, avec étude à ROUBAIX, 65 Boulevard de la République, agissant en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société dénommée « ACTIF IMMO », SAS immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole sous le numéro 439 250 838, dont le siège est situé 171 rue Nationale 59000 LILLE

Nommée à cette fonction par jugement du Tribunal de commerce de LILLE METROPOLE en date du 16 septembre 2020 qui a prononcé la liquidation judiciaire de la SAS ACTIF IMMO.

Ayant pour Avocat au Barreau de LILLE, Me Benoît de BERNY, dont le Cabinet est à LILLE, 22/24 avenue du Peuple Belge, 4^{ème} étage.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

En vertu de l'ordonnance rendue par le Tribunal de commerce de LILLE METROPOLE le 8 septembre 2021 sur requête présentée par la SELAS M.J.S. PARTNERS, représentée par Maître Nicolas SOINNE, liquidateur judiciaire, dont copie est ci-après rapportée :

LIQUIDATION JUDICIAIRE	: 16/09/2020
DATE DE CESSATION DES PAIEMENTS	: 14/11/2019
LIQUIDATEUR JUDICIAIRE	: SELAS M.J.S. PARTNERS représentée par Maître Nicolas SOINNE
JUGE COMMISSAIRE	: Monsieur LEFEVRE Patrice
N° ORDRE	: 2019/987

REQUETE

A Monsieur Patrice LEFEVRE,
JUGE-COMMISSAIRE

Monsieur le Juge Commissaire,

La SELAS M.J.S. PARTNERS, représentée par Maître Nicolas SOINNE, Mandataire de Justice, avec étude à ROUBAIX, 65 Boulevard de la République, agissant en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société dénommée « ACTIF IMMO », SAS immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole sous le numéro 439 250 838, dont le siège est situé 171 rue Nationale - 59000 LILLE

A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

Que par jugement du 16 septembre 2020, le Tribunal de Commerce de LILLE METOPOLE a prononcé la liquidation judiciaire de la SAS ACTIF IMMO et a désigné la SELAS M.J.S. PARTNERS, représentée par Maître Nicolas SOINNE, en qualité de liquidateur judiciaire.

Qu'il dépend de l'actif de la liquidation judiciaire :

Un terrain sis à LILLE LOMME, 201 B rue du Grand But, avec les fonds et terrain en dépendant repris au cadastre section 355 A N° 5319.

Que ce bien a été acquis, avant division, aux termes d'un acte reçu par Me FONTAINE, Notaire à LILLE, le 1^{er} septembre 2010, dont une expédition a été publiée au SPF de LILLE 3 le 5 novembre 2010 V° 5914P02 2010 P N°12992.

Que ledit bien est inscrit à la matrice du Rôle de la Contribution Foncière suivant extrait joint à la présente requête.

Que selon procès-verbal de constat établi par la SAS WATERLOT & Associés, Huissiers de Justice associés à LILLE, le 9 juillet 2021, la parcelle est non bâtie et inoccupée. Le terrain serait non constructible.

Que la SELAS MJS PARTNERS sollicite de Monsieur le Juge commissaire qu'il ordonne la vente à la barre du Tribunal Judiciaire de LILLE d'un terrain sis à LILLE (LOMME), 201 B rue du Grand But, avec les fonds et terrain en dépendant repris au cadastre section 355 A N° 5319, sur la mise à prix de 15 000,00 € (QUINZE MILLE EUROS),

Et sous la constitution de Me Benoît DE BERNY, avocat au barreau de LILLE.

Qu'à défaut d'adjudication, l'immeuble sera immédiatement remis en vente sans formalité nouvelle sur une mise à prix réduite d'un quart ; puis à nouveau remis en vente, en cas de nouvelle carence d'enchères sur une baisse de mise à prix d'un tiers par rapport à la mise à prix d'origine.

Que préalablement à la vente, la SELAS MJS PARTNERS sollicite l'autorisation de faire procéder à deux visites du bien vendu, par tout huissier de justice de son choix.

Que la publicité légale pourra être effectuée conformément aux dispositions des articles R332-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Que l'on trouvera annexé à la présente :

1. Extrait Kbis de la SAS ACTIF IMMO
2. Matrice cadastrale
3. PV de constat du 9 juillet 2021

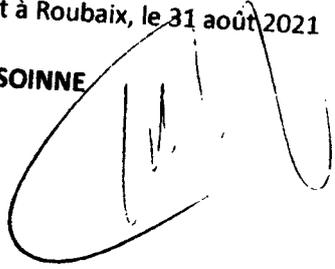
Que la SELAS MJS PARTNERS sollicite la convocation des parties pour la vente d'un terrain sis à :

- LILLE (LOMME), 201 B rue du Grand But, avec les fonds et terrain en dépendant repris au cadastre section 355 A N° 5319

C'est pourquoi l'exposant requiert qu'il vous plaise, Monsieur le Juge-Commissaire, de bien vouloir prendre une décision à ce sujet.

Fait à Roubaix, le 31 août 2021

N. SOINNE



ORDONNANCE

Nous, Monsieur Patrice LEFEVRE, Juge-Commissaire à la liquidation judiciaire de la SAS ACTIF IMMO,

Vu la requête qui précède et les motifs qui y sont exposés, et les pièces produites à l'appui,

Vu les dispositions de l'article L.642-18 et suivants du Code de commerce (Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005) et des dispositions des articles 268 et suivants du Décret n° 2005-1677 du 28 décembre 2005 modifiées par le Décret n° 2006-936 du 27 juillet 2006, suivant les formes prescrites en matière de saisie immobilière, désormais articles R.321-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution, et conformément aux dispositions des articles R.642-22 à R.642-29 et R.642-36-1 à R.642-37-1 du Code de commerce.

La SAS ACTIF IMMO, entendu en ses observations ou dûment appelée devant nous,

AUTORISONS la SELAS M.J.S. PARTNERS, représentée par Maître Nicolas SOINNE, Mandataire de Justice, avec étude à ROUBAIX, 65 Boulevard de la République, agissant en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société dénommée « ACTIF IMMO », SAS immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole sous le numéro 439 250 838, dont le siège est situé 171 rue Nationale 59000 LILLE

*A faire procéder à la vente en la forme des saisies immobilières et à la barre du Tribunal Judiciaire de LILLE d'un terrain sis à LILLE LOMME, 201 B rue du Grand But, avec les fonds et terrain en dépendant repris au cadastre section 355 A N° 5319, **sur la mise à prix de 15 000,00 € (QUINZE MILLE EUROS)***

Et sous la constitution de Me Benoît DE BERNY, Avocat au Barreau de LILLE.

DISONS qu'à défaut d'adjudication sur la mise à prix ci-dessus fixée, l'immeuble sera immédiatement remis en vente sans formalité nouvelle sur une mise à prix réduite d'un quart ; puis à nouveau remis en vente, en cas de nouvelle carence d'enchères sur une baisse de mise à prix d'un tiers par rapport à la mise à prix d'origine.

DISONS que la SELAS M.J.S. PARTNERS représentée par Maître Nicolas SOINNE pourra faire procéder aux constats sur place par tout Huissier de Justice de son choix sui, au besoin, pourra se faire accompagner tout géomètre-expert de son choix, aux fins de dresser les diagnostics immobiliers exigés par la loi

DISONS que la publicité sera effectuée conformément aux dispositions des articles R322-31 et suivants du Code des procédures civiles d'Exécution, et plus précisément :

- parution de l'annonce légale dans le ressort du lieu de situation de l'immeuble*
- parution d'un avis simplifié à diffusion régionale tant dans le ressort du lieu de situation de l'immeuble que dans celui du Tribunal Judiciaire de LILLE*

DISONS que préalablement à la vente par adjudication, la SELAS M.J.S. PARTNERS représentée par Maître Nicolas SOINNE, pourra faire assurer deux visites du bien vendu par un huissier de justice de son choix

DISONS que pour mener à bien ces différentes missions, l'huissier pourra pénétrer dans l'immeuble et, si besoin est, se faire assister d'un serrurier, de la force publique et à défaut, faire application des articles L322-2, L142-1 et L142-2 du Code des procédures civiles d'Exécution.

DISONS que les occupants éventuels des biens vendus devront être informés des dates et heures auxquelles l'huissier réalisera ces opérations, trois jours au moins avant celles-ci.

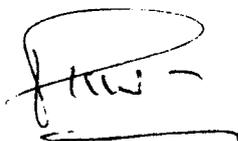
ORDONNONS la publication de la présente ordonnance auprès du Service de la Publicité de LILLE 3 dans les conditions prévues pour le commandement de saisie-immobilière conformément aux dispositions des articles R321-6 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution

DISONS que la présente ordonnance sera notifiée à la diligence du Greffe du Tribunal de commerce de LILLE METROPOLE à :

- ▶ *La société dénommée « ACTIF IMMO », SAS immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole sous le numéro 439 250 838, dont le siège est situé 171 rue Nationale 59000 LILLE*
- ▶ *La SELAS M.J.S. PARTNERS, représentée par Maître Nicolas SOINNE, Mandataire de Justice, avec étude à ROUBAIX, 65 Boulevard de la République,*
- ▶ *Maître Benoît DE BERNY, Avocat au Barreau de LILLE, y demeurant 22-24 avenue du Peuple Belge BP 30043, 59009 LILLE CEDEX*

A Tourcoing, le 08/09/2021

Monsieur le Juge-Commissaire



*Le Greffier
Guillaume HOUZE DE L'AULNOIT*



N° de gestion 2001B01126

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 19 avril 2021

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	439 250 838 R.C.S. Lille Métropole
<i>Date d'immatriculation</i>	25/09/2001
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	ACTIF IMMO
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
<i>Capital social</i>	7 650,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	171 rue Nationale 59000 Lille
<i>Nomenclature d'activités française (code NAF)</i>	6810Z
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 25/09/2100
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 juin

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président

<i>Nom, prénoms</i>	DUQUESNOY Olivier
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 11/03/1963 à Armentières (59)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	3803 rue de la Vacherie 59236 Frelinghien

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	171 rue Nationale 59000 Lille
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Promotion immobilière, marchand de biens.
<i>Nomenclature d'activités française (code NAF)</i>	6810Z
<i>Date de commencement d'activité</i>	02/10/2001
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

MENTIONS DES DECISIONS INTERVENUES DANS DES PROCEDURES DE SAUVEGARDE, DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE, DE LIQUIDATION JUDICIAIRE, DE REGLEMENT JUDICIAIRE OU DE LIQUIDATION DES BIENS

- Mention n° 6 du 17/12/2019	Le Tribunal de Commerce de LILLE-MÉTROPOLE a prononcé en date du 16/12/2019 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro 2019/987 date de cessation des paiements le 14/11/2019, mandataire judiciaire : SELAS M.J.S.PARTNERS représentée par Maître Nicolas SOINNE 65 boulevard de la République 59100 ROUBAIX, et a ouvert une période d'observation expirant le 16/06/2020, les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au bodacc.
- Mention n° 9 du 25/06/2020	Jugement du Tribunal de Commerce de LILLE-MÉTROPOLE en date du 24/06/2020 prolongeant la période d'observation jusqu'au 16.03.2021.
- Mention n° 11 du 17/09/2020	Jugement du Tribunal de Commerce de LILLE-MÉTROPOLE en date du 16/09/2020 a prononcé la conversion en liquidation judiciaire sous le numéro 2019/987 désigne comme liquidateur : SELAS M.J.S.PARTNERS représentée par Maître Nicolas SOINNE 65 boulevard de la République 59100 ROUBAIX,

Greffes du Tribunal de Commerce de Lille Métropole
TOUR MERCURE
445 BD GAMBETTA
59200 TOURCOING

N° de gestion 2001B01126

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 1 du 25/09/2001

Historique : Publication légale : L'indicateur du 21/9/2001.

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

Lesdites requête et ordonnance ont été publiées auprès du SPF de LILLE 3 le 5 novembre 2021 V° 5914P03 2021 S N° 70

En conséquence, il sera procédé à l'audience des ventes immobilières du Juge de l'Exécution du Tribunal de Judiciaire de LILLE, après l'accomplissement des formalités légales, à la vente aux enchères publiques, du bien dont la désignation suit :

DESIGNATION

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE

VILLE DE LILLE LOMME

- Un terrain sis à LILLE LOMME, 201 B Rue du Grand But, avec les fonds et terrain en dépendant repris au cadastre section 355 A N° 5319 pour 615 m².

Le bien dont s'agit est repris dans le PV de constat et de description établi par Me BIENAIME, Huissier de Justice associé à LILLE en date du 9 juillet 2021, intégralement joint au présent cahier des conditions de vente.

Le bien figure à la matrice cadastrale de la ville de LILLE ainsi qu'il résulte de l'extrait délivré par le Centre des Impôts Fonciers joint au présent cahier des conditions de vente.

OCCUPATION

Cette parcelle est non bâtie et inoccupée.

L'adjudicataire devra faire son affaire personnelle de toute occupation qui se révélerait au jour fixé pour l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours contre la partie poursuivante ni prétendre à une diminution du prix.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le poursuivant déclare qu'il s'en réfère expressément à l'Article 717 du Code de Procédure Civile suivant lequel l'adjudication ne transmet à l'Adjudicataire d'autres droits à la propriété que ceux appartenant aux saisis.

A titre de simples renseignements, il est indiqué que le bien a été acquis, avant division, aux termes d'un acte reçu par Me FONTAINE, Notaire à LILLE, le 1^{er} septembre 2010, dont une expédition a été publiée le 5 novembre 2010 V° 5914P02 2010 P 12992.

AUDIENCE D'ADJUDICATION

L'audience d'adjudication aura lieu le **MERCREDI 4 MAI 2022 à 14h00**.

En l'audience de Madame le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LILLE, 13 avenue du Peuple Belge 59000 LILLE

Sur la mise à prix de : QUINZE MILLE EUROS (15 000.00 €) avec faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers à défaut d'enchères.

AVIS TRES IMPORTANT

Les renseignements ci-dessus relatifs à l'origine de propriété, la désignation et l'occupation du bien, ne sont donnés par l'avocat soussigné, qu'à titre de simple indication, sans garantie et sans que sa responsabilité ou celle de la partie poursuivante puisse être engagée par quoi que ce soit.

PIECES ANNEXEES

Il est annexé au présent cahier des conditions de vente :

- CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES comportant tous renseignements sur les conditions de la vente judiciaire, les dates et heures de l'audience d'orientation, le montant de la mise à prix fixée par le créancier poursuivant ainsi que la désignation du séquestre du fonds provenant de la vente, consignataire des fonds,
- l'état hypothécaire requis sur la publication de l'ordonnance du juge-commissaire,
- l'extrait de la matrice cadastrale délivré par le Centre des impôts fonciers,
- les plans de masse et de situation,
- le PV de constat et de description établi par Me BIENAIME, Huissier de Justice associé à LILLE en date du 9 juillet 2021,
- le certificat d'urbanisme délivré sur le n° CU 059350 21 O2157.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Annexe créée par décision de l'AG du CNB du 10-05-2010, Modifiée par l'AG du CNB des 16 et 17-11-2018, DCN n° 2018-002, Publiée au JO par Décision du 13 février 2019 – JO du 7 mars 2019

Chapitre I^{er} : Dispositions générales

ARTICLE 1ER – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L. 642-18 et suivants et les articles R. 642-22 et suivants du code de commerce.

ARTICLE 2 – ÉTAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant ou le débiteur pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 3 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux régulièrement conclus.

L'acquéreur pourra faire annuler les conventions qui auraient été conclues en fraude des règles du droit des entreprises en difficulté.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés au débiteur et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de celui-ci.

ARTICLE 4 – PRÉEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILÉS

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité sera remise au liquidateur à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 6 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

ARTICLE 7 – RÉCEPTION DES ENCHÈRES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 8 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUÉREUR

ARTICLE 9 – SURENCHÈRE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 10 – RÉITÉRATION DES ENCHÈRES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du poursuivant ou du liquidateur s'il n'est pas poursuivant, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère à compter du jour où la vente est devenue définitive. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de cinq mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra au liquidateur.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 12 – VERSEMENT DU PRIX DE LA VENTE FORCÉE

Au plus tard à l'expiration du délai de trois mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du liquidateur, qui en délivrera reçu.

L'acquéreur sera redevable d'un intérêt au taux légal à compter de l'adjudication définitive.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de trois mois fixé par l'article R. 643-3 du Code de commerce, supportera le coût de l'inscription du privilège du liquidateur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

ARTICLE 13 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES ÉMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de la vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 14 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur

(partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 15 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUÉREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

ARTICLE 16 – DÉLIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans les deux mois de sa date ou, en cas d'appel, dans les deux mois de l'arrêt confirmatif, de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, et de notifier au poursuivant l'accomplissement de cette formalité, le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués au liquidateur.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du poursuivant pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 17 – ENTRÉE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues, le tout, sans préjudice pour le liquidateur judiciaire et pour l'adjudicataire qui en tient les droits essentielles de solliciter la nullité du bail sur le fondement de l'article L. 632-1, 2°, 3° ou 4° du Code de commerce ci-dessous rappelés :

« 2° Tout contrat commutatif dans lequel les obligations du débiteur excèdent notablement celles de l'autre partie ;

3° Tout paiement, quel qu'en ait été le mode, pour dettes non échues au jour du paiement ;

4° Tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virements, bordereaux de cession visés par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ou tout autre mode de paiement communément admis dans les relations d'affaires ».

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du débiteur, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 18 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du liquidateur et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 19 – TITRES DE PROPRIÉTÉ

Le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

ARTICLE 20 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège dans les conditions prévues par le Code de commerce en matière de liquidation judiciaire.

L'acquéreur peut alors demander au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander la collocation au liquidateur, au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

A défaut, le liquidateur judiciaire doit solliciter la radiation conformément à l'article R. 643-8 du Code de commerce.

ARTICLE 21 – ÉLECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

ARTICLE 22 – IMMEUBLE EN COPROPRIÉTÉ

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 23 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par l'AVOCAT poursuivant

A LILLE, le

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

ANNÉE DE MAJ 2020		DEP DIR 59 1		COM 350 LILLE		TRES 057		RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ		NUMERO COMMUNAL +19057													
Propriétaire PAR M DUQUESNOY OLIVIER 3803 CHE DE LA VACHERIE PEDR7X SAS ACTIF IMMO 59236 FRELINGHIEN																							
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS						IDENTIFICATION DU LOCAL			EVALUATION DU LOCAL														
AN SEC	N° PLAN PARTI VOIRIE	N° C	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	NIV	N° FORTE	N° INVAR	S TAR EVAL	M AF	NAT LOC	CAT	RC COM IMPOSABLE	COLL EXO	NAT AN RET DEB	FRACTION RC EXO	% EXO JOM	TK COEF	RC TEBOM		
20	IV 177			5 RUE BONTE POLLET 001 LOT 0000056 54/10000	1013	A	01	00	18001	0366270 A 350A	C	H GP	D		162					P		162	
20	IV 177			5 RUE BONTE POLLET 001 LOT 0000017 305/10000	1013	A	01	04	02001	0366288 J 350A	C	H AP	5M		801					P		801	
11	PS 7			145 RUE DES POSTES 001 LOT 0000027 14/10000	7099	A	01	81	01008	1154509 K 350A	C	H CV	6		23					P		23	
REV IMPOSABLE COM 986 EUR COM												R EXO 0 EUR			DEP R IMP 986 EUR			R EXO 0 EUR			986 EUR		

DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS												EVALUATION			LIVRE FONCIER					
AN	SECTION	N° PLAN VOIRIE	N°	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC/PP/DP PRIM	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL EXO RET	NAT AN FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuille		
17	355 A	5319	201	RUE DU GRAND BUI LOMME	9467	0024	1355F		AB 01			615	188,16							
REV IMPOSABLE 188 EUR COM												R EXO 0 EUR			TAXE AD R IMP 188 EUR			MAJ TC 0 EUR		
CONT 615												R IMP 188 EUR			0 EUR			0 EUR		

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

Département :
NORD

Commune :
LILLE

Section : A
Feuille : 355 A 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 23/11/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

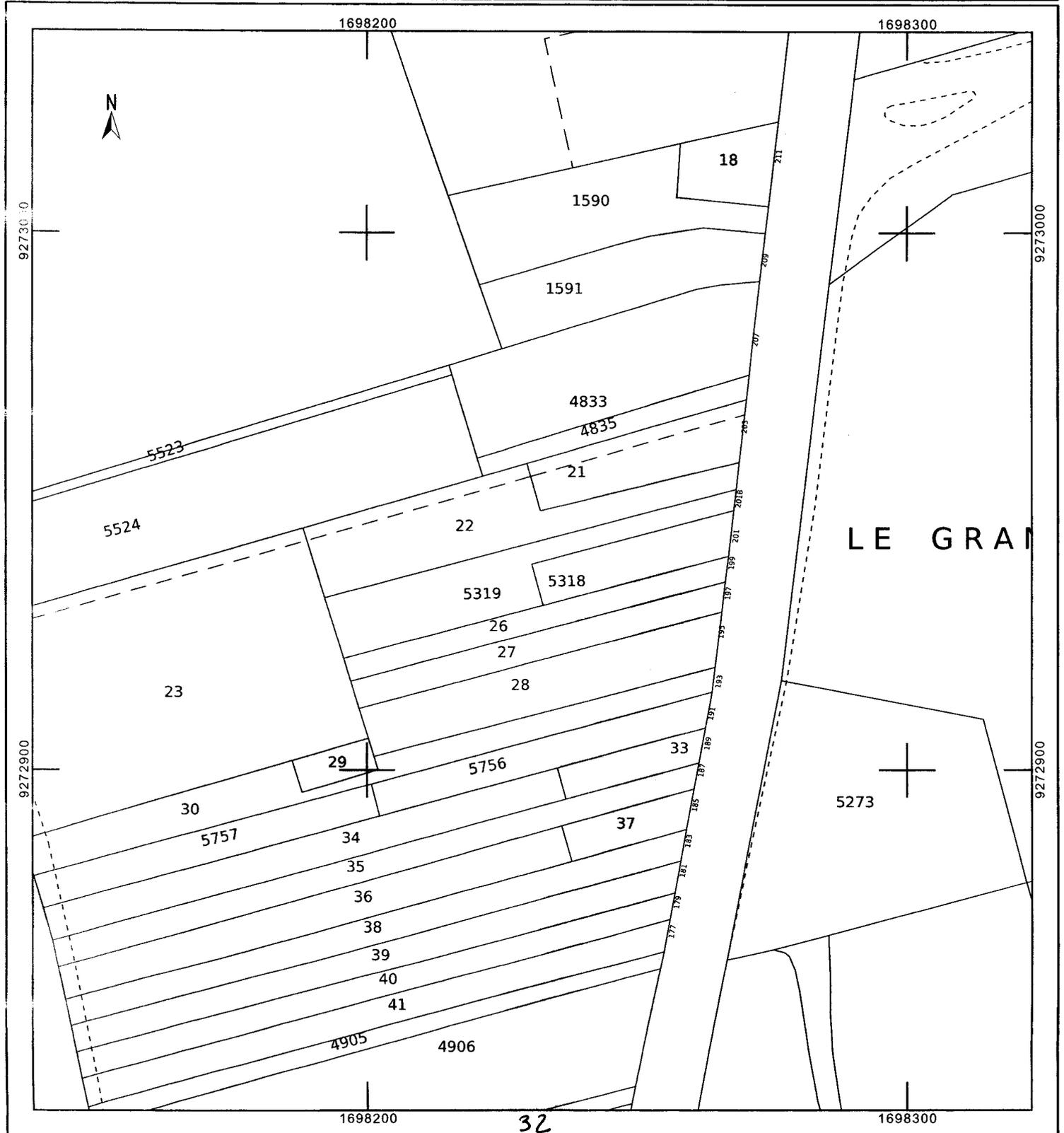
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF NORD PTGC LILLE
CENTRE FINANCES PUBLIQUES 22
Rue Lavoisier 59466
59466 LOMME-Cedex
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
NORD

Commune :
LILLE

Section : A
Feuille : 355 A 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 23/11/2021
(fuseau horaire de Paris)

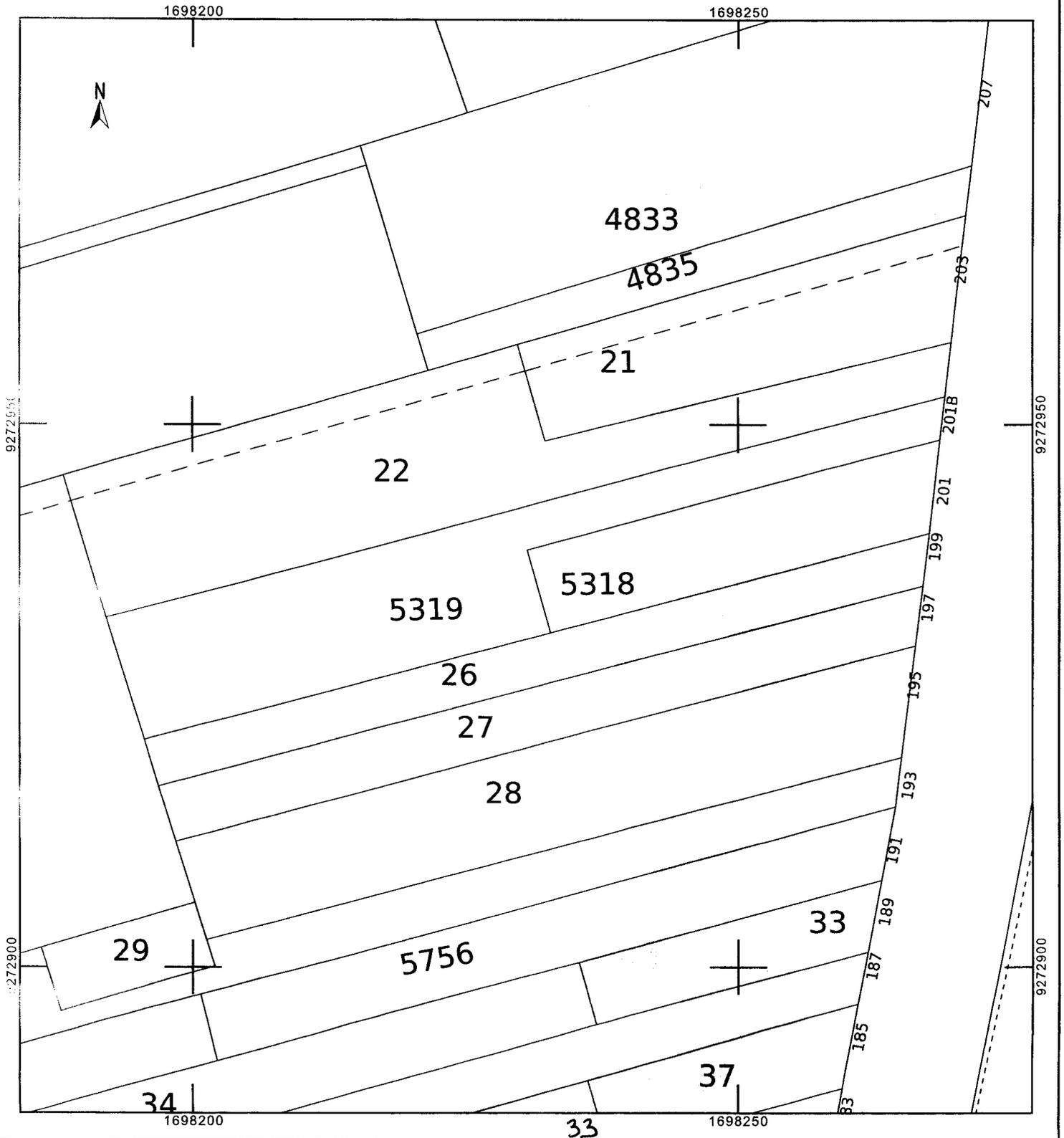
Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF NORD PTGC LILLE
CENTRE FINANCES PUBLIQUES 22
Rue Lavoisier 59466
59466 LOMME-Cedex
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





Commune associée à Lille

Certificat d'urbanisme d'information (Type a)

Demandeur :

Maître DUPONT-THIEFFRY Patrick
NOTAIRE
40 RUE DU VIEUX FAUBOURG DE ROUBAIX
59000 LILLE

**Pôle Ville en Développement
Service urbanisme**

Autorité compétente : Maire au nom de la commune
Numéro du dossier : CU 059350 21 O2157

Déposé le : 29/11/2021
Instructeur : Sabine VERBECQUE

IDENTIFICATION :

Adresse du terrain : 201 Bis RUE DU GRAND BUT 59160 LOMME

TERRAIN DE LA DEMANDE :

SECTION	NUMERO	SUPERFICIE
	355A5319	615,00

OBJET DE LA DEMANDE : CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION
Art. L 410-1 et suivants ; R 410-1 et suivants du Code de l'Urbanisme -

DROIT DE PREEMPTION

D.P.U. simple

Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner **AUPRES DE LA MAIRIE DE LOMME**. Elle comportera les prix et les conditions de la vente projetée.

SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.

BENEFICIAIRE DU DROIT

METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
1 rue du Ballon BP 749
59034 LILLE CEDEX

DISPOSITIONS D'URBANISME :

Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12 décembre 2019, applicable le 18 juin 2020,

ZONE : UCO2.1.1 : Villes de la couronne urbaine - Tissu mixte dense (100,01 %)

COS : En application de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite ALUR, le Coefficient d'Occupation des Sols (COS) n'est plus opposable aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées depuis le 27 mars 2014.

Les documents correspondants sont disponibles sur le site internet de Lille Métropole Communauté Urbaine <https://documents-plu2.lillemetropole.fr/Accueil.html>

EQUIPEMENTS PUBLICS

Eau potable	OUI	VOIR SERVICE CONCERNE
Assainissement	OUI	VOIR SERVICE CONCERNE
Electricité	OUI	VOIR SERVICE CONCERNE
Voirie	OUI	VOIR SERVICE CONCERNE

TAXES ET PARTICIPATIONS

Fiscalité applicable aux constructions à la date de la délivrance du présent certificat :

- Taxe d'Aménagement :
 - Part communale : 5%
 - Part départementale : 1,45%
- Redevance archéologie préventive : taux : 0,40%
- Le cas échéant : participation pour extension ou renforcement de réseau électrique.
- Participation pour le financement de l'assainissement collectif et/ou participation au traitement des rejets assimilés domestiques
- Le cas échéant : participation pour équipements publics exceptionnels

OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

[OD] DPU - Application du droit de préemption urbain
 [PLU1 - Validité jusqu'au 17/06/20] Servitude de Mixité Sociale (SMS) - L.123-1 16ème c. urb. n° 1 ; ;
 Bénéficiaire : NC; Surface : 01273, Ha
 [PLU1 - Validité jusqu'au 17/06/20] Servitude de Taille de Logement (STL) - L.123-1 15ème c. urb.
 n° 1 ; ; Bénéficiaire : NC; Surface : 01273, Ha
 [AS] Annexe sanitaire : Assainissement collectif
 [OD] Archéo AP1 : Saisine systématique
 [OD] Secteur affectés par le bruit en tissu ouvert / Voies bruyantes / Voie routière / Catégorie 3
 [RLPI] Terrain à l'intérieur des limites d'agglomération
 [RLPI] Zonage du règlement locale de publicité : ZP2
 Ravalement de façade obligatoire tous les 10 ans
 Le terrain se trouve en zone de sismicité. Toute construction devra respecter les règles constructives correspondantes.

FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES AUX OPERATIONS

Les constructions, travaux, aménagements et changements d'usage sont susceptibles d'être soumises aux formalités administratives préalables suivantes :

Demande de déclaration préalable

Demande de déclaration préalable applicable aux clôtures (Délibération communautaire n° 07 C 0236 du 29 juin 2007)

Demande de permis de construire

Demande de permis d'aménager

Demande de permis de démolir (Délibération municipale n° 07/254 du 25 juin 2007)

ATTENTION :

Le non respect de ces formalités ou l'utilisation du sol en méconnaissance des règles d'urbanisme est passible d'une amende minimum de 1.200 euros.
La démolition des ouvrages ou la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

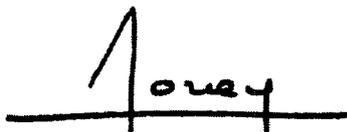
Fait à Lomme, le 29/11/2021

**Le Maire délégué de Lomme,
Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille
Conseiller départemental du Nord**



Roger VICOT

**Pour le Maire de Lille et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
des Services en charge de la Qualité
et du développement de la ville,**



Laurent MORENO

Recours obligatoire à un architecte (article R 431-2 du code de l'urbanisme)

L'établissement du projet architectural par un architecte est obligatoire pour tous les travaux soumis à permis de construire. Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier ou modifier, pour elles-mêmes, une construction dont la surface de plancher et l'emprise au sol au sens de l'article R 420-21 du même code, n'excèdent pas 150 m². Ne sont pas non plus tenues de recourir à un architecte les exploitations agricoles à responsabilité limitée à associé unique pour les constructions à usage agricole dont à la fois la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m², et pour les serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à quatre mètres et dont à la fois la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Délais et voies de recours

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'Urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet, Commissaire de la République. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de 2 mois vaut rejet implicite).

Durée de validité

La durée de validité d'un certificat d'urbanisme est de 18 mois à compter de sa délivrance.

Prolongation de validité

- Le certificat d'urbanisme peut être prorogé, par périodes d'une année aussi longtemps que les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'utilité publique, le régime des taxes et des participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.
- Vous devez faire votre demande par lettre sur papier libre en double exemplaire, accompagnée du certificat à proroger, et l'adresser au service droit des sols de la Mairie de Lille 3^{ème} pavillon – 3^{ème} étage – Porte C22. Vous devez présenter votre demande au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité du certificat d'urbanisme à proroger.

Garantie

Lorsqu'une demande de permis ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de validité d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété existant à la date du certificat seront applicables au projet de permis de construire ou d'aménager ou à la déclaration préalable, sauf si les modifications sont plus favorables au demandeur. Toutefois, les dispositions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique seront applicables, même si elles sont intervenues après la date du certificat d'urbanisme.